EVALUATION D'ENSEMBLE SOUS FORME DE QUESTIONS A CHOIX MULTIPLES (QCM) DU COURS SUR LES TECHNIQUES D'URBANISME

1-Une Commune applique les Règles Générales d'Urbanismes lorsque celle-ci :

- a-Dispose des documents de planification urbaine ;
- b-Ne dispose pas de documents de la planification urbaine ;
- c-Délivre les actes administratifs d'urbanisme.

2) L'Application des règles Générales d'Urbanisme par une Commune est assujettie à :

- a-Approbation du préfet;
- b-Délibération du Conseil Municipal;
- c-Approbation du Ministre en charge de l'urbanisme.

3) Les Documents de Planification Urbain reconnue par la loi d'Urbanisme au Cameroun sont :

a-Le plan directeur d'urbanisme, le plan d'occupation des sol le plan de secteur et le plan sommaire d'urbanisme ;

b-Le Certificat d'Urbanisme, l'Autorisation de Lotir, le Permis de Construire, le Certificat de Conformité et le Permis d'Implanter ;

c-La Restructuration, Rénovation, Lotissement et le Remembrement.

4) Les actes administratifs d'urbanisme délivrés par les Communes sont :

a-Le Certificat d'Urbanisme, l'Autorisation de Lotir, le Permis de Construire, le Permis de Démolir, le Certificat de Conformité et le Permis d'Implanter ;

b-Le Plan Directeur d'Urbanisme, le Plan d'Occupation des Sols, le Plan de Secteur et le Plan Sommaire ; d'Urbanisme ;

c-La restructuration, rénovation, lotissement.

5) Les opérations d'aménagements foncier concernent :

a-Le certificat d'urbanisme, l'autorisation de lotir, le permis de construire, le permis de démolir le certificat de conformité ;

b-La restructuration ou rénovation urbaine, lotissement, les opérations d'aménagement concerté, voirie et réaux divers, équipement et remembrement ;

c-Le plan d'occupation des sols, le plan de secteur, plan sommaire d'urbanisme ;

6	Le Ministro	e en charg	e des Domai	nes approuv	ve sur prop	osition du	Préfet le l	otissement :

- a) Domanial;
- b) Communal;
- c) Privé.

7) Le Préfet approuve sur proposition du Maire le lotissement :

- a) Domanial;
- b) Communal;
- c) Privé.

8) Le Maire approuve sur proposition d'une Commission compétente le lotissement :

- a) Domanial;
- b) Communal;
- c) Privé.

9) Le Certificat d'Urbanisme est :

a-Un acte administratif d'urbanisme exigé pour toutes les constructions non éligibles en permis de construire ;

b-Un document d'information sur les règles d'urbanisme et les servitudes administratives auxquelles est assujetti un terrain ;

c-Un acte administratif qui autorise une construction après vérifications de sa conformité avec les règles de l'art et les règles d'urbanismes en vigueur ;

10) l'Autorisation de Lotir est :

a-Un acte permettant de procéder à un lotissement dont l'opération a pour résultat la division d'une propriété foncière en lot ;

b-Un acte par lequel le maire constate que l'ouvrage réaliser est conforme aux indications contenues dans les documents ayant fait l'objet la délivrance du permis de construire ;

c-Acte administratif qui autorise la destruction partielle ou total d'un immeuble bâti.

11) Constitut une opération d'aménagement foncier :

a-La Restructuration ou la Rénovation urbaine;

b-Le Plan Directeur d'Urbanisme;

c-Le Certificat d'Urbanisme.

12) Constitut un document de planification urbaine :

a-Le Certificat d'Urbanisme;

b-Le Plan de Secteur;

c-Le Lotissement.

13) Le Permis de Construire est :

a-Une opération ayant pour résultat la division d'une propriété foncière en lots ;

b-Un document d'information sur les règles d'urbanisme et les servitudes administratives auxquelles est assujettie un terrain ;

c-Un Acte administratif qui autorise une construction après vérification.

14) Le Permis d'implanter est :

a-Un Acte administratif qui autorise la destruction partielle ou totale d'un immeuble ;

b-Un Acte administratif d'urbanisme exige pour toutes les constructions non éligibles au permis de construire ;

c-Un Acte administratif qui autorise une construction après vérification.

15) Le Certificat de Conformité est :

a-Un Acte par lequel le Maire constate que l'ouvrage réalisé est conforme aux indications contenues dans les documents délivrés pour les différents permis et autorisation ;

b-Un Acte administratif qui autorise une construction après vérification;

c-Un Acte administratif qui autorise la destruction partielle ou totale d'un immeuble.

16) Les Communes tirent les ressources prélevées sur l'urbanisation notamment :

a-Le Plan Sommaire d'Urbanisme;

b-Le Certificat d'Urbanisme;

c-La Restructuration ou Rénovation Urbaine.

17) Les dépenses obligatoires de l'Etat en matière d'urbanisation concernent tous les équipements structurants et stratégiques notamment :

```
a-Les Voies et Réseaux Primaires;
b-Le Permis de Construire;
c-Le Plan Directeur d'Urbanisme.

18) La durée de validité d'un Permis de Construire à partir de sa date de délivrance est de :
a- Six mois (06);
b-Un an ou douze mois (12);
c-Deux ans ou Vingt-quatre mois (24).

19) La durée de validité d'un Certificat d'urbanisme est de :
a-Six mois (06);
b-Un an ou douze mois (12);
c-Deux ans ou Vingt-quatre mois (24).

20) Le Permis de Construire est proroge une seule fois pour une durée de :
a-Six mois (06);
b-Un an ou douze mois (12);
c-Deux ans ou Vingt-quatre mois (24).
```

BONNE CHANCE...